



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-77118>

Département(s) de publication : **83**

Annonce n° **24-77118**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : 24PI05 - ACBC ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE - PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

**Description** : Le présent marché a pour mission l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) pour la passation d'un nouveau contrat de DSP ou de concession à partir de l'analyse des candidatures. Sur les périmètres suivants : - Stations d'épuration AmphorA sise à La Garde, Almanarre sise à Hyères, Ile de Porquerolles et Ile de Port-Cros, - Réseaux d'assainissement collectifs des communes de Toulon, Le Revest, La Seyne, Saint-Mandrier, La Valette, Le Pradet, Hyères et Carqueiranne

**Identifiant de la procédure** : 0cb14060-cdd5-452a-b9db-e9fb14b5bc04

**Identifiant interne** : 24PI05

**Type de procédure** : Ouverte

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )**: 79311000 Services d'études

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 79140000 Services de conseils et d'information juridiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )**: 71300000 Services d'ingénierie

##### 2.1.3 Valeur

**Valeur maximale de l'accord-cadre : 172,000 Euro**

#### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Se référer aux documents de la consultation

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Bassins versants EST (Stations de traitement : AmphorA, Almanarre, Porquerolles, Port-Cros, Borrels ; réseaux de collecte : Hyères les Palmiers, Carqueiranne, Le Pradet et Toulon Est)

**Description :** Chaque lot comprend une part forfaitaire et des prix unitaires. : - Part forfaitaire : Assistance à la procédure de délégation de service public : analyse des candidatures, analyse des offres, négociation (1 tour), rapport de l'exécutif, rédaction des courriers des candidats retenus et de motifs de rejet, rédaction de l'avis d'attribution, rédaction d'une revue de contrat. - Prix unitaires : réunions/présentations supplémentaires (10 max), réunions /présentations en visioconférence supplémentaires (20 max), tours de négociation supplémentaire (2 max), AMO pour recours de candidat (1 max).

**Identifiant interne :** 1

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79311000 Services d'études

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79140000 Services de conseils et d'information juridiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 71300000 Services d'ingénierie

**Options :**

**Description des options :** Une clause de réexamen est définie aux articles 1.7 du RC et 4 du CCAP commun à tous les lots.

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 0

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 63,300 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** non

**Informations complémentaires :** Le montant des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini comme suit : Lot 1 : Minimum pour 18 mois : 37 300 euros HT (DPGF) - Maximum pour 18 mois : 90 000 euros HT Le montant total des besoins pour 18 mois maximum est estimé(e) à : Lot 1 : 63 300 euros HT (DPGF : 37 300 euros HT +BPUF v DENC : 26 000 euros HT).

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

**Description :** Une lettre de candidature précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner En cas de cotraitance, l'habilitation du mandataire à engager la(les) société(s) cotraitante(s) Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord cadre, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; La capacité financière peut être prouvée par tout autre moyen que la remise des Chiffres d'affaires : déclaration appropriée de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents... Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique : l'acheteur ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19. Ces dispositions s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

**Description :** Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au titre de la dernière année Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Pour les lots 1 et 2 : Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats : Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres

Etats membres : Habilitation à délivrer des conseils juridiques conformément aux articles 54 et 55 de la Loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Fiche niveau spécifique minimal jointe au DCE à remplir (cf Articles 6-7-8-9 du CCTP commun à tous les lots). Pour justifier de la qualification ou de son équivalence, les candidats renseigneront et remettront impérativement la fiche de qualification " fiche niveau spécifique minimal " jointe au DCE.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** 1-VALEUR TECHNIQUE

**Description :** Le critère, les sous-critères sont définis à l'article 8.2 du RC.

Pondération (points, valeur exacte) : 50

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** 2-PRIX DES PRESTATIONS (DPGF)

**Description :** Le critère et la méthode de notation sont définis à l'article 8.2 du RC.

Pondération (points, valeur exacte) : 30

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** 3-PRIX DES PRESTATIONS (BPUF v DENC)

**Description :** Le critère et la méthode de notation sont définis à l'article 8.2 du RC.

Pondération (points, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** 4- PERFORMANCES EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Description :** Le critère et la méthode de notation sont définis à l'article 8.2 du RC.

Pondération (points, valeur exacte) : 10

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 19/08/2024 à 16:00

**Date limite de validité de l'offre** : 6 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture** : 20/08/2024 à 09:00

**Informations complémentaires** : Le montant des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini comme suit : Lot 1 : Minimum pour 18 mois : 37 300 euros HT (DPGF) - Maximum pour 18 mois : 90 000 euros HT Lot 2 : Minimum pour 18 mois : 29 300 euros HT (DPGF) - Maximum pour 18 mois : 82 000 euros HT Le montant total des besoins pour 18 mois maximum est estimé(e) à : Lot 1 : 63 300 euros HT (DPGF : 37 300 euros HT +BPUF v DENC : 26 000 euros HT) Lot 2 : 55 300 euros HT (DPGF : 29 300 euros HT+BPUF v DENC : 26 000 euros HT) Le montant des prestations du marché tous lots confondus est estimé à 118600 euros H.T. L'accord-cadre est conclu pour une période de 18 mois, à compter de l'ordre de service qui en prescrit le commencement. Pour les prestations relevant de la D.P. G.F., elles prendront effet, à compter de la notification de l'O.S. de démarrage des prestations. Pour les prestations relevant du B.P.U.F. valant D.E.N.C : Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée. Les conditions de versement de l'avance sont définies à l'article 10 du CCAP commun à tous les lots. La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** :  
Non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : oui

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**Informations relatives aux délais de recours** : - un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, par application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative, - un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - un recours en contestation de la validité du contrat vous est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens " accessible à l'adresse internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFRENDIS

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON

**5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002**

**Titre :** Réseaux assainissement OUEST (La Seyne, St Mandrier, Toulon Ouest, Le Revest)

**Description :** Chaque lot comprend une part forfaitaire et des prix unitaires. : - Part forfaitaire : Assistance à la procédure de délégation de service public : analyse des candidatures, analyse des offres, négociation (1 tour), rapport de l'exécutif, rédaction des courriers des candidats retenus et de motifs de rejet, rédaction de l'avis d'attribution, rédaction d'une revue de contrat. - Prix unitaires : réunions/présentations supplémentaires (10 max), réunions /présentations en visioconférence supplémentaires (20 max), tours de négociation supplémentaire (2 max), AMO pour recours de candidat (1 max).

**Identifiant interne : 2**

**5.1.1 Objet**

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 79311000 Services d'études

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 79140000 Services de conseils et d'information juridiques

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 71300000 Services d'ingénierie

**Options :**

**Description des options :** Une clause de réexamen est définie aux articles 1.7 du RC et 4 du CCAP commun à tous les lots.

**5.1.4 Renouvellement**

**Nombre maximal de renouvellements : 0**

**5.1.5 Valeur**

**Valeur estimée hors TVA : 55,300 Euro**

**5.1.6 Informations générales**

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

**Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés :** Exigence dans l'offre

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : non**

**Informations complémentaires :** Le montant des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini comme suit : Lot 2 : Minimum pour 18 mois : 29 300 euros HT (DPGF) - Maximum pour 18 mois : 82 000 euros HT Le montant total des besoins pour 18 mois maximum est estimé(e) à : Lot 2 : 55 300 euros HT (DPGF : 29 300 euros HT+BPUF v DENC : 26 000 euros HT)

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Aptitude à exercer l'activité professionnelle

**Nom :** Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

**Description :** Une lettre de candidature précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner En cas de cotraitance, l'habilitation du mandataire à engager la(les) société(s) cotraitante(s) Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord cadre, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ; La capacité financière peut être prouvée par tout autre moyen que la remise des Chiffres d'affaires : déclaration appropriée de banques, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents... Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance no 2020-738 du 17 juin 2020 portant diverses mesures en matière de commande publique : l'acheteur ne tient pas compte de la baisse du chiffre d'affaires intervenue au titre du ou des exercices sur lesquels s'imputent les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19. Ces dispositions s'appliquent jusqu'au 31 décembre 2023.

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise

**Description :** Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat au titre de la dernière année Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat. Pour les lots 1 et 2 : Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats : Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres

Etats membres : Habilitation à délivrer des conseils juridiques conformément aux articles 54 et 55 de la Loi n°71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques - Fiche niveau spécifique minimal jointe au DCE à remplir (cf Articles 6-7-8-9 du CCTP commun à tous les lots). Pour justifier de la qualification ou de son équivalence, les candidats renseigneront et remettront impérativement la fiche de qualification " fiche niveau spécifique minimal " jointe au DCE.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** 1-VALEUR TECHNIQUE

**Description :** Le critère, les sous-critères et la méthode de notation sont définis à l'article 8.2 du RC.

Pondération (points, valeur exacte) : 50

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** 2-PRIX DES PRESTATIONS (DPGF)

**Description :** Le critère et la méthode de notation sont définis à l'article 8.2 du RC.

Pondération (points, valeur exacte) : 30

**Critère :**

**Type :** Prix

**Nom :** 3-PRIX DES PRESTATIONS (BPUF v DENC)

**Description :** Le critère et la méthode de notation sont définis à l'article 8.2 du RC.

Pondération (points, valeur exacte) : 10

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** 4-PERFORMANCES EN MATIERE DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Description :** Le critère et la méthode de notation sont définis à l'article 8.2 du RC.

Pondération (points, valeur exacte) : 10

#### 5.1.11 Documents de marché

**Adresse des documents de marché :** <https://metropoletpm.e-marchespublics.com>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique** : Non autorisée

**Variantes** : Non autorisée

**Les soumissionnaires peuvent présenter plusieurs offres** : Non autorisée

**Date limite de réception des offres** : 19/08/2024 à 16:00

**Date limite de validité de l'offre** : 6 Mois

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture** : 20/08/2024 à 09:00

**Informations complémentaires** : Le montant des prestations pour la durée de l'accord-cadre est défini comme suit : Lot 1 : Minimum pour 18 mois : 37 300 euros HT (DPGF) - Maximum pour 18 mois : 90 000 euros HT Lot 2 : Minimum pour 18 mois : 29 300 euros HT (DPGF) - Maximum pour 18 mois : 82 000 euros HT Le montant total des besoins pour 18 mois maximum est estimé(e) à : Lot 1 : 63 300 euros HT (DPGF : 37 300 euros HT +BPUF v DENC : 26 000 euros HT) Lot 2 : 55 300 euros HT (DPGF : 29 300 euros HT+BPUF v DENC : 26 000 euros HT) Le montant des prestations du marché tous lots confondus est estimé à 118600 euros H.T. L'accord-cadre est conclu pour une période de 18 mois, à compter de l'ordre de service qui en prescrit le commencement. Pour les prestations relevant de la D.P. G.F., elles prendront effet, à compter de la notification de l'O.S. de démarrage des prestations. Pour les prestations relevant du B.P.U.F. valant D.E.N.C : Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre. Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée. Les conditions de versement de l'avance sont définies à l'article 10 du CCAP commun à tous les lots. La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés** :  
Non

**Facturation en ligne** : Requise

**La commande en ligne sera utilisée** : oui

**Le paiement en ligne sera utilisé** : oui

**Informations relatives aux délais de recours** : - un recours en référé précontractuel avant la signature du marché, par application des articles L.551-1 à L.551-12 du Code de Justice Administrative, - un référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. - un recours en contestation de la validité du contrat vous est ouvert, devant le même tribunal, dans les deux mois qui suivent la publication de l'avis d'attribution du marché. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens " accessible à l'adresse internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique : non**

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFRENDIS

**Organisation chargée des procédures de recours :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON

## **Section 8 - Organisations**

**8.1 ORG-0001**

**Nom officiel :** Metropole Toulon-Provence-Mediterranee

**Numéro d'enregistrement :** 24830054300217

**Adresse postale :** 107 BD HENRI FABRE

**Ville :** TOULON CEDEX 9

**Code postal :** 83000

**Pays :** France

**Adresse électronique :** marchespublics@metropoletpm.fr

**Téléphone :** +33 494938300

**Adresse internet :** <https://metropoletpm.e-marchespublics.com/>

**Profil de l'acheteur :** <https://metropoletpm.e-marchespublics.com/>

**Rôles de cette organisation :**

**Acheteur**

**8.1 ORG-0002**

**Nom officiel :** TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON

**Numéro d'enregistrement :** TA TOULON

**Adresse postale :** 5 RUE RACINE BP 40510

**Ville :** TOULON CEDEX 9

**Code postal :** 83041

**Pays :** France

**Adresse électronique :** greffe.ta-toulon@juradm.fr

**Téléphone :** 04944279330

**Adresse internet :** <http://toulon.tribunal-administratif.fr>

**Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : COMITE CONSULTATIF DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFRENDIS

**Numéro d'enregistrement** : CCRA MARSEILLE

**Adresse postale** : PLACE FELIX BARET CS 80001

**Ville** : MARSEILLE CEDEX 06

**Code postal** : 13282

**Pays** : France

**Adresse électronique** : catherine.pietri@paca.gouv.fr

**Téléphone** : 0484354554

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de médiation**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : badca7c2-c08d-40fe-be63-619b47a088f6 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 02/07/2024 à 14:00

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 02/07/2024